

Les Nouvelles de Loire-Atlantique



La lettre électronique

05 juin 2020

N°10

Second tour : des positions à renforcer, d'autres à conquérir !

Les communistes de Loire-Atlantique repartent en campagne pour le second tour des municipales, tour d'horizon des communes où ils seront présents !

Nantes :

Suite au 1er tour qui a vu la liste d'Union de la gauche conduite par Johanna Rolland arriver en tête avec 31 % des voix, une fusion avec la liste écologiste a été actée. Cinq communistes figurent en position éligible, portant des revendications sociales dans la 6e ville de France. Aymeric Seassau, Marie-Annick Benâtre, Nathalie Blin, Robin Salecroix et Pascale Robert sont les candidat.e.s du Parti communiste français. Face à une droite divisée, la gauche part en confiance.

Rezé :

Trois militant.e.s du PCF seront présent.e.s sur la liste de la gauche unie rezéenne. Comme à Nantes, la liste de gauche menée par le maire Gérard Allard a fusionné avec les écologistes. Yann Vince, Gulazor Uzunpinar et Stéphane Guillou porteront les revendications populaires au sein de cette liste.

Bouguenais :

Arrivé premier à gauche au premier tour, notre camarade Gauthier Lorthiois prendra la tête d'une liste de gauche rassemblée après une fusion avec les écologistes et l'association Bouguenais agir solidaire écologie. Totalisant à eux trois près de 60 % des voix, les différentes composantes de la gauche tenteront de faire élire un premier maire communiste dans l'agglomération nantaise. Julie Cochin, Bernard Poiraudeau, Bernard François et Valérie Villemaine forment la composante communiste de la liste.

Saint-Herblain :

Avec près de 44 % au premier tour pour la liste de gauche du maire sortant Bertrand Affilé, l'urgence n'était pas à la fusion avec la liste dissidente de Jean-François Tallio. Les trois listes en présence repartent donc dans la même configuration avec une avance non négligeable pour la majorité sortante. Eric Couvez, Newroz Çalhan et Jean-Pierre Fromonteil figurent pour le PCF sur la liste de gauche unitaire.

Couëron :

Il n'a manqué que quelques voix à la liste de gauche de Carole Grelaud pour l'emporter dès le premier tour. Sur cette liste rassemblée, de nombreux communistes et apprenté.e.s brigueront un mandat



au service des Couëronnais.e.s. Pierre Camus-Lutz, Dolores Lobo, Guy Bernard, Jackie Menard, Julien Rousseau, Julien Peltais, Odile Deniaud et Sandrine Gourdon apportent la coloration rouge au bulletin de vote de la gauche couëronnaise.

Saint-Luce-sur-Loire :

Par 17 voix, la gauche est arrivée en tête du premier tour à Sainte-Luce. Le second tour verra une s'affronter cette liste à celle du maire sortant (divers droite) . Notre camarade Yolande Dréano porte les couleurs du Parti communiste dans cette liste unitaire et citoyenne.

Saint-Nazaire :

Saint-Nazaire ensemble, la liste de rassemblement rejointe par les communistes nazairiens avant le premier tour, a fusionné avec la liste écologiste Saint-Nazaire solidaire et écologique. C'est donc l'écologiste Pascale Hameau qui prend la direction de cette liste d'union citoyenne. Des communistes seront présents à cette élection dont Cédric Turcas, Yvon Renevot, Nicolas Bernard et Gaspard Mollé.

Trignac :

Avec 12 % des suffrages au premier tour, Alain Desmars et la liste PCF ont obtenu le droit de se maintenir au second tour. Un bon score permettrait de mettre fin aux espoirs de la majorité municipale de mettre fin à la présence communiste à Trignac.

Donges :

Avec 42% des voix le maire sortant est arrivé en tête le soir du 1er tour ; les 3 autres listes se retrouvant à égalité avec respectivement environ 19% des suffrages. La liste conduite par notre camarade Alain Chazal a participé activement à la possibilité d'une fusion de ces 3 listes avec un programme convenant à tous dans l'intérêt de leur commune et de ses habitants. Face à certaines ambitions personnelles, l'échec des négociations conduit à une quadrangulaire le 28 juin prochain.

Montoir de Bretagne :

La liste de Joël Jouand arrivée 3ème avec 31,25% fusionne avec la liste menée par Pascal Plissonneau qui avait obtenu 31,92% des votes afin de conserver la ville à gauche. Quatre camarades participent à cette liste : Marie-Christine Delahaie, Dominique Bonamy, Elisabeth Pervis et Françoise Lastennet.

Etats-Unis/George Floyd : C'est toute la société américaine qui étouffe



Le meurtre de George Floyd par des policiers lundi dernier à Minneapolis soulève partout aux Etats-Unis l'indignation et la colère. Des dizaines de milliers de manifestants jour et nuit dans tout le pays crient justice. Ce que les Américains veulent c'est mettre à bas le racisme systémique étasunien.

L'exaspération et les frustrations de ces derniers jours conduisent à des scènes d'émeutes dont les principaux responsables sont la politique de Donald Trump et les forces de l'ordre.

« I can't breathe », « Je ne plus respirer » les derniers mots de George Floyd, mort étouffé par un policier, a mis le feu aux poudres dans une société profondément inégalitaire. Les Afro-Américains qui représentent environ 15% de la population restent les grands laissés pour compte comme l'a montré, encore récemment, le nombre de victimes du Covid19 et les cohortes de femmes et d'hommes précipités dans le chômage et la pauvreté par la crise. Près de 40 millions d'Américains ont fait une demande d'indemnité chômage depuis mars.

Depuis le puissant mouvement #BlackLivesMatter de 2016, rien n'a été fait par les dirigeants étasuniens et l'administration Trump pour mettre fin au racisme structurel qui mine la société et qui, avec les préjugés de classe, structure les comportements policiers. Bien au contraire les meurtres, manifestations, actes racistes et violences de classe ont augmenté, encouragés par les déclarations et actions du président Trump. Et le nombre de jeunes Afro-Américains parmi les victimes de la violence policière reste plus 20 fois plus élevé que dans les autres catégories de la population. « I can't breathe » : c'est toute la société étasunienne qui étouffe.

Le Parti communiste français (PCF) tient à apporter son soutien à la famille de George Floyd et au mouvement pour les droits civiques, l'égalité et la justice aux Etats-Unis, aux forces démocratiques et de gauche qui combattent la politique de Donald Trump et veulent transformer la société américaine. Ce que les Américains veulent pour mettre fin à ce régime d'injustice insupportable c'est une politique de lutttes contre les inégalités socio-économiques, une réforme démocratique de la justice, et une démilitarisation et redéfinition de la doctrine policière.

Et en France...

En France, George Floyd a ravivé le souvenir d'Adama Traoré qui a trouvé la mort dans des conditions similaires. Adama Traoré est mort le 19 juillet 2016, à l'issue d'une interpellation musclée. Quatre ans plus tard, cette affaire n'est toujours pas résolue.

Après la mort de Georges Floyd près de 20.000 personnes ont manifesté mardi devant le palais de justice de Paris non seulement à la mémoire de cet Afro-Américain mais également pour demander justice pour Adama. Le jeune homme de 24 ans aurait trouvé la mort lors d'un interrogatoire semble-t-il musclé, l'un des agents impliqués dans l'affaire a reconnu "qu'Adama Traoré a porté le poids de leurs trois corps, Adama Traoré a subi un plaquage ventral, Adama Traoré a uriné sur lui, Adama Traoré a dit je n'arrive plus à respirer", énumère Assa, la soeur de la victime dans un entretien accordé à BFM TV.

Cela fait quatre an que la famille demande une reconstitution : en vain. Et les multiples expertises médicales se contredisent. L'affaire semble être embarrassante mais la famille Traoré ne veut pas faire tomber le silence sur cette affaire.

Rappelons que la France est de plus en plus montrée du doigt pour

ses violences policières, notamment lors des opérations dite de « maintien de l'ordre » dans les manifestations.

A quand un vrai changement de pratique ? A quand des contrôles sans discrimination ?



Revoir Assa Traoré qui s'exprimait devant le congrès du PCF [ici](#)

Le groupe Renault dégraisse et fermera plusieurs sites en France, voilà la vérité !

Les sites de Flins, d'Alpine à Dieppe, des Fonderies de Bretagne à Caudan ou de Maubeuge sont menacés, en plus de celui de Choisy-le-Roi, quoi qu'en dise la direction du groupe Renault !

La mobilisation des salariés et des élus, peut permettre de faire reculer la direction du groupe sur ses intentions. Ces luttes ne font que commencer à Choisy à Dieppe, à Maubeuge, à Caudan où les annonces de la direction rencontrent une forte opposition de la part des salariés et des élus locaux, rassemblés dans leur diversité.

Le groupe s'inscrit dans une restructuration visant à réduire ses « coûts » de 2 milliards d'euros, amplifiant ainsi une stratégie industrielle conduite depuis 15 ans, fondée sur le saccage de la production et des emplois en France, la délocalisation d'activités en Europe de l'Est et en Turquie notamment. Dans cette perspective, c'est bien la grande majorité des sites français du groupe et leurs emplois qui seront à terme menacés de disparition. 4600 emplois seraient supprimés en France dont la moitié d'ouvriers. Cela s'ajoute au 20 000 emplois supprimés dans notre pays sous la période Goshn !

Avec en toile de fond, la satisfaction des exigences de l'actionariat du groupe, qui a déjà fait main basse sur 4,8 milliards d'euros de dividendes depuis 2013, soit l'équivalent du soutien financier que s'apprête à engager l'Etat français sous forme de prêts et de garanties d'emprunts.

On voit ainsi les conséquences industrielles et sociales d'un modèle économique qui maintient notre appareil productif et nos emplois sous la domination du capital financier : des dividendes par milliards et des plans de soutien financier public sans aucune condition économique, sociale ou écologique et des suppressions constantes d'emplois, de savoir-faire, et de productions, laissant en jachère des réseaux entiers de sous-traitants et des bassins d'emplois entiers.

Le PCF appelle à une large mobilisation dans notre pays, avec les salariés concernés, avec les populations et l'ensemble des réseaux de sous-traitants, pour imposer d'autres choix pour un groupe stratégique pour notre pays.

Il faut d'abord que l'Etat joue pleinement son rôle d'actionnaire et fasse entendre une autre ambition pour Renault, en particulier

en pesant pour la réorientation de la stratégie du groupe, avec des relocalisations d'activités en France et surtout avec des choix industriels utiles à la société, à l'emploi et à la transition écologique. Les salariés du groupe disposent par exemple du savoir-faire pour le lancement d'un petit véhicule populaire hybride, à un prix modéré, dont le développement et la fabrication sont jugés insuffisamment rentables par les actionnaires. De la même façon, le développement de filières de recyclage, d'une diversité de moteurs (électriques, hybrides et thermiques) adaptés aux besoins de mobilité réels doit constituer un horizon de développement pour le groupe.

Il est également possible de rapatrier en France la production de Dacia et de Clio vendus mais fabriquée actuellement en Turquie et en Roumanie.

L'Etat, plutôt que de s'apprêter à déverser une nouvelle fois des milliards d'euros au nom d'un sauvetage du groupe, doit conditionner tout plan d'accompagnement financier à l'entreprise et à ses filiales de conditions strictes de maintien des sites de productions et des emplois.

Plus fondamentalement, Renault comme nombre de groupes industriels doivent

sortir des logiques de rentabilité maximale et immédiate pour s'engager sur les chemins bien plus vertueux de la responsabilité sociale et écologique. Les richesses créées par leurs salariés doivent exclusivement servir à l'emploi, aux salaires, à la recherche et à l'innovation, à l'élévation des compétences et enfin à produire « utile », en fonction des besoins de mobilités et des objectifs de transition écologiques.

A l'évidence, ces préoccupations ne peuvent pas être celles d'actionnaires qui n'attendent que des retours sur investissement. Il devient ainsi urgent, pour sortir Renault de l'ornière d'une stratégie industrielle suicidaire, de donner de nouveaux pouvoirs aux salariés dans l'entreprise, et de créer des instances démocratiques associant ceux-ci, les citoyens, l'Etat, les collectivités et leurs élus pour construire des stratégies industrielles conformes à l'intérêt collectif.

